

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision irlandaise le 24 février 1988, sur l'Europe, la défense européenne et le désarmement.

QUESTION.- Monsieur le Président, quelle importance accordez-vous à cette visite en Irlande ?

- LE PRESIDENT.- Beaucoup d'importance. Nos deux pays ont de bonnes relations. Ces relations sont anciennes et fortes. L'Irlande est un pays plus important que ne semblerait le démontrer le nombre de ses habitants ou la puissance de son économie. C'est un pays qui a inspiré beaucoup de formes de notre civilisation. Les Irlandais ont véritablement une place dans le monde et je souhaite très vivement que la relation franco-irlandaise soit aujourd'hui maintenue et, si possible, approfondie. Nous sommes membres de la même Communauté européenne au sein de laquelle, au demeurant, nous avons des rapports excellents. Je tenais, avant la fin de mon mandat, à venir en Irlande en voyage officiel, pour bien marquer la considération que j'ai pour l'Irlande, le peuple irlandais et ses dirigeants.

- QUESTION.- Cette visite en Irlande fait penser un peu à celle qu'avait faite le général de Gaulle, en 1969, y a-t-il des points communs ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas bien sur quoi se fonde la comparaison, à moins qu'on ne puisse pas aller en Irlande sans référence historique ! J'y vais parce que cela m'intéresse et parce que je crois cela utile à la France, et si possible à l'Irlande.

QUESTION.- Si vous permettez, monsieur le Président, je voudrais parler un peu plus de la Communauté européenne. Il y a huit, neuf jours, les Douze sont parvenus à un accord au Conseil de Bruxelles sur la réforme du financement de la Communauté, nous allons, ainsi, vers la réalisation de 1992 du grand marché unique. D'après vous, est-ce finalement un pas historique vers l'unité européenne ?

- LE PRESIDENT.- Je le crois. C'est dans cet esprit que je l'ai souhaité. Au nom de la France, j'ai, en effet, beaucoup travaillé à la réalisation de l'accord de Luxembourg `décembre 1985`, qui avait été préparé à Milan `juin 1985`, et pour que la conférence intergouvernementale de cette époque puisse aboutir à la définition de l'Acte unique, à la disparition des frontières intérieures au sein de la Communauté. C'est donc une perspective historique que j'ai vivement voulue, avec nos partenaires, réussir. Mais non pas seulement réussir pour réussir une action de caractère économique, mais pour dessiner les traits d'une direction politique. L'Europe sera politique, ou bien toutes les Europes technique, économique, et même culturelle échoueront. Il faut une volonté politique commune.

- QUESTION.- D'autres personnes ont parlé d'une confédération européenne.

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas définir de structures, ce serait aller trop vite et trop loin. Il faudra des structures, il en existe déjà, elles sont assez faibles, il faut les renforcer. Mais il ne faut pas non plus bousculer le mouvement de l'histoire. Il y a encore bien des préventions, il y a bien des différences d'approches entre les douze pays de la Communauté. Il faut en tenir compte. Nous n'appartenons pas au même système d'alliance, nous n'avons pas le même degré d'évolution économique, nous n'avons souvent pas les mêmes choix politiques à l'intérieur de nos nations. Et sur le -plan militaire, c'est-à-dire sur le -plan de la sécurité, nous nous trouvons dans des situations tout à fait différentes. Il faut être patient, mais aller vers la construction politique de l'Europe.

... Europe ...

QUESTION.- Pour parler un peu des divergences en Europe, en dépit de l'augmentation des fonds destinés aux régions défavorisées, il reste et il restera probablement des inégalités sociales et industrielles. Est-ce que c'est inévitable que la Communauté soit composée d'un centre fort, prospère et d'un périphérique composé de zones moins favorisées ?

- LE PRESIDENT.- Cela, c'est une réalité dont nous avons hérité. Ce n'est pas nous qui avons créé cette situation. Il y a des inégalités entre les pays, comme il y a des inégalités à l'intérieur de chacun de nos pays, entre les groupes sociaux. C'est ainsi, mais après avoir fait cette constatation, il faut travailler pour que ces inégalités se réduisent, et si possible, pour qu'elles disparaissent. Ce que je dis est vrai, là aussi, pour les réalités intérieures économiques et sociales de nos pays, à l'intérieur de nos pays, et vrai également pour les douze pays de la Communauté. Voilà pourquoi, en raison même de mes choix sur le -plan de la politique française, qui tendent tous à réduire nos inégalités, partant du même point de vue philosophique et politique, je veux contribuer à réduire les inégalités entre les douze pays de la Communauté. Et je suis donc très favorable au financement accru de ce que l'on appelle les "fonds structurels". Je me réjouis du doublement prévu des fonds actuels pour 1993.\

QUESTION.- Il reste aussi la question épineuse, la défense européenne que vous avez soulevée. Comment peut-on avoir éventuellement une politique commune européenne dans ce domaine avec autant de divergences d'attitudes en Europe, par exemple chez les Grecs, les Néerlandais et bien sûr chez nous les Irlandais ?

- LE PRESIDENT.- C'est un problème très difficile à résoudre. Il ne faut pas se précipiter. Il faut avoir un objectif qui épouse les contours de la réalité. Je souhaite que la France puisse accélérer son allure pour se rapprocher - pour la défense de son pays - de ceux qui le voudront. Bien entendu, ceux qui ne le voudront pas sont bien libres.

- L'héritage de la dernière guerre mondiale nous place dans des situations qu'il est difficile d'harmoniser. La situation de l'Allemagne est particulière, au regard notamment de l'armement nucléaire. D'autres pays, comme le vôtre, sont neutres. Il y a aussi des pays comme la Grèce - vous l'avez dit vous-même - situés de telle sorte que ses préoccupations sont d'un ordre différent de ceux de l'Europe proprement occidentale. Il faut compter avec le temps.

- Mais la sécurité de l'Europe ne sera pas toujours assurée par les autres. Nous ne serons pas toujours dans l'Europe de Yalta, avec deux Europes qui, dans leur ensemble, vivent sous la protection des deux plus grandes puissances. Il n'y aura de véritable Europe que le jour où elle sera capable d'assurer sa défense. Il ne faut jamais perdre cela de vue, sans imaginer que nous franchirons les étapes aisément. La réussite finale de cette -entreprise appartiendra à la génération qui suivra. Mais nous avons à préparer le terrain.

- QUESTION.- Mais est-ce possible, d'après vous, pour un pays, membre de la Communauté comme le nôtre, qui ne veut pas faire partie d'une alliance militaire, d'être pleinement intégré, d'être intégré à la Communauté ?

- LE PRESIDENT.- J'espère.\

QUESTION.- Pour parler un peu de la France, la France a une force de dissuasion indépendante et pourtant vous allez au Sommet de l'OTAN au mois de mars. Je sais que c'est une réunion politique de l'OTAN, pas du commandement militaire, mais votre présence à cette réunion est-ce que cela signifie un rapprochement avec l'OTAN, un changement à l'égard de l'OTAN ?

- LE PRESIDENT.- C'est une confusion que je relève dans toute la presse. Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Je me suis rendu moi-même au sommet politique de l'OTAN, de l'Alliance atlantique à Bonn en juin 1982. M. Giscard d'Estaing avait lui-même pris part, à Bruxelles, en 1975, à un dîner dans le -cadre d'un sommet de l'OTAN. Nous sommes membres de l'Alliance. Il est normal que nous participions à ses délibérations. Nous ne sommes pas membres du commandement militaire intégré et nous avons une force nucléaire de dissuasion autonome. Cela n'est pas changé. J'irai à Bruxelles. Nous jouerons notre rôle de partenaire politique de l'Alliance et nous n'en conserverons pas moins une stratégie autonome de dissuasion. Rien ne sera changé mais il est bon de discuter surtout lorsqu'il s'agit de désarmer, et nous sommes très favorables au désarmement.

- QUESTION.- Mais le Premier ministre britannique par exemple ne semble pas être très enthousiasmée par l'initiative franco-allemande, elle préférerait que le pilier européen de l'OTAN soit renforcé. Quelle est votre attitude à l'égard de ce propos ?

- LE PRESIDENT.- Mon attitude est que le Premier ministre de Grande-Bretagne a compétence et mandat pour s'occuper des affaires de la Grande-Bretagne mais pas des autres.\

QUESTION.- A la suite de la signature par M. Reagan et M. Gorbatchev de l'accord sur les armes nucléaires `FNI`, il y a des négociations maintenant en cours sur la réduction de moitié des armes stratégiques. M. Gorbatchev lui-même s'est déclaré un peu insatisfait de l'attitude européenne, il a parlé je crois de la mauvaise volonté des Européens en matière de désarmement. N'est-il pas justifié dans une certaine mesure ?

- LE PRESIDENT.- Laissons à M. Gorbatchev la responsabilité de ses propos. En ce qui concerne la France, j'ai la charge de dire et de fixer sa politique dans un domaine comme celui-là qui touche à sa défense, à sa sécurité et à sa diplomatie. J'ai tout de suite approuvé la première option zéro `LRINF` ainsi que, tout de suite également, la deuxième option, c'est-à-dire la liquidation des forces nucléaires intermédiaires d'une portée allant de 500 à 5000 kilomètres `LRINF et SRINF`. Il n'y a pas eu de réticence de ma part mais c'est vrai que beaucoup de responsables européens ont marqué une inquiétude. Ils ont cru voir un risque de découplage, c'est-à-dire de séparation, entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe occidentale. Moi, personnellement je ne pense pas que ce soit la disparition des forces nucléaires intermédiaires qui puisse avoir une telle signification particulière. C'est très bien que l'on désarme. On ne peut pas dire : il faut désarmer et refuser tout. D'autre part si l'on ne désarme pas il faudra surarmer et le risque créé par ce surarmement continu est immense pour la paix du monde.

- QUESTION.- Les Etats-Unis et l'Union soviétique (...) jusqu'à quel point faut-il aller dans la politique du désarmement, mais c'était avant que la stratégie européenne ne change.

- LE PRESIDENT.- C'est leur affaire. Pour l'instant seuls l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique discutent du désarmement. Leur accord n'engage qu'eux et je m'en réjouis. Ils ont une force, un arsenal, tellement considérables qu'il faut d'abord qu'ils les réduisent avant de s'adresser à des pays moins armés. La liquidation des armes nucléaires à moyenne portée est une bonne chose. On parle maintenant, vous le savez, de réduire de 50 % peut-être les armes stratégiques. Ce serait également une bonne chose.

- De mon point de vue, ce qui est le plus urgent c'est aujourd'hui la négociation sur les armes classiques, conventionnelles. C'est ce qui rassurera le plus l'Europe, qui fera qu'elle ne se sentira pas exposée du fait d'un armement trop important du côté soviétique et je pense que des deux côtés on peut engager cette négociation avec le plus grand profit pour la paix.

- QUESTION.- Et s'il y avait l'accord de l'Union soviétique pour la réduction d'armes conventionnelles en Irlande est-ce que cela changerait l'attitude de l'Europe de l'Occident ?

- LE PRESIDENT.- L'Europe de l'Ouest a donné son accord à ce qui a été fait à Washington. Un certain nombre l'ont fait avec regret mais ils l'ont fait. Moi, je ne l'ai pas fait avec regret mais avec une entière approbation. Un accord stratégique devrait être bien accueilli. Un accord sur le conventionnel est nécessaire. Vous comprenez bien pourquoi. Si l'Occident de l'Europe reste en situation d'infériorité trop grave par rapport à l'Est de l'Europe, les craintes vont se multiplier. Il y aura une insécurité de l'esprit qui sera suivie sans aucun doute de précautions, de mises en garde, de réactions qui nuiront à la réduction des tensions. Il faut s'attaquer à ce problème. Il ne s'agit pas de surarmer, de moderniser, de réarmer : il s'agit au contraire de réduire vers le bas les armements, ce qui exigera sans doute un effort important de l'Union soviétique.\

QUESTION.- Peut-on envisager finalement la dénucléarisation de l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Je ne pense pas que ce soit raisonnable. C'est pour l'instant une vue de l'esprit. Ce que je constate - et la vie politique est faite de réalités - c'est que l'Union soviétique possède plus de 11000 charges nucléaires, pour la plupart stratégiques et que les Etats-Unis d'Amérique en possèdent plus de 13000. Pour la France c'est de l'ordre de 300, la Grande-Bretagne un peu moins.

- Avant de dénucléariser le secteur qui touche à la France et à la Grande-Bretagne, il faudrait que

les deux plus grandes puissances aient fait un effort beaucoup plus important qu'ils ne l'ont fait jusqu'alors ! D'autre part si l'on supposait la dénucléarisation complète, ce qui est une perspective vraiment très lointaine, il faudrait que les armes classiques qui sont aussi des armes très meurtrières, celles avec lesquelles on a fait les deux dernières guerres mondiales et qui ont été encore, si j'ose dire, perfectionnées, il faudrait aussi qu'il y ait disparition de ces armes ou bien égalisation par le bas. Si c'est la perspective acceptée par tout le monde, je m'en réjouirai. Moins il y aura d'armes, mieux cela vaudra, à la condition que ce désarmement soit contrôlé et qu'il soit équilibré. Ce qui compte c'est l'équilibre, le reste est secondaire.

- QUESTION.- Il n'est pas permis de rêver d'un monde sans armes nucléaires.

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas. C'est vous qui me posez la question en évoquant la future dénucléarisation. J'ai répondu à votre question. C'est vrai que je ne pense pas que ce soit réalisable d'ici longtemps. Si on me demandait ce que je souhaite, je dirais : c'est très bien ! Si les hommes sont assez raisonnables désormais pour se défaire de leurs bombes et de leurs poignards, alors nous entrerons dans une société nouvelle qui marquerait un grand progrès, le premier grand progrès dans l'histoire de l'homme. Il ne faut pas trop y compter.\

QUESTION.- Si vous permettez, monsieur le Président, je voudrais aborder un autre problème, celui du conflit au Proche-Orient, en Cisjordanie et à Gaza. Chaque jour presque, on a des nouvelles d'encore plus de victimes de jeunes arabes tués par l'armée israélienne. Comment réagissez-vous devant ces nouvelles ?

- LE PRESIDENT.- Je réagis comme des millions d'autres, en les déplorant gravement. La situation de ce pays porte le drame en soi : deux peuples pour une seule terre. Il faut donc que l'imagination travaille, que des institutions puissent être prévues mais que tout d'abord la société internationale, représentée par l'Organisation des Nations unies, soit davantage écoutée car il existe déjà beaucoup de textes, de prises de position, de résolutions qui ne sont pas encore entrées dans la réalité. Commençons par cela.

- De toutes manières Israël doit bien penser que la situation présente n'est pas durablement viable, qu'il faut maintenant aller de l'avant et que ou bien on vit sur un pied de guerre permanent avec les excès, les drames qui se produisent, ou bien on négocie. Et c'est pourquoi je suis tout à fait partisan de la conférence internationale, dont j'ai été l'un des initiateurs, qui permettrait aux conversations bilatérales et multilatérales de parvenir à faire des progrès. Même si ces progrès sont peu sensibles ce serait déjà tellement mieux que cette tuerie quotidienne qui devient proprement insupportable, inacceptable.

- QUESTION.- Les méthodes de l'armée d'Israël dans les territoires occupés conviennent-elles à la situation actuelle ?

- LE PRESIDENT.- Je croyais vous avoir dit le contraire à l'instant.

- Je crois que toutes les armées qui sont ainsi engagées aboutissent à des excès et que ce n'est pas spécialement le comportement de l'armée qu'il faut corriger bien que cela soit souhaitable, c'est l'antagonisme politique qu'il faut tenter de régler à la source, autrement on ira inévitablement vers une aggravation de cette situation.

- QUESTION.- Envisagiez-vous par exemple le retrait unilatéral d'Israël de ces territoires ?

- LE PRESIDENT.- Cela ne paraît pas probable. Je recommande simplement que l'on respecte les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies.\

QUESTION.- conflit Irlande du Nord.... Est-ce qu'il y a des initiatives que pourrait prendre la Communauté en vue de l'établissement de la paix dans ces régions de la Communauté ?

- LE PRESIDENT.- Cela n'a pas été jusque là débattu et vous savez avec quelle vigilance chacun des pays que nous connaissons et dont nous parlons, estime que l'ingérence dans ses affaires intérieures n'est pas acceptable. On ne peut donc aborder ce problème qu'avec une très grande précaution.

- QUESTION.- En parlant du terrorisme en général vous avez connu bien sûr en France de près le terrorisme, vous avez même actuellement quatre grévistes de la faim d'Action directe. Comment peut-on ou faut-il faire face au terrorisme ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de recette universelle sauf sans doute le courage et la résolution de considérer le terrorisme comme une barbarie qui doit cesser. Ce qui exige de la part des

considérer le terrorisme comme une banalité qui doit exister. Ce qui exige de la part des gouvernements une action résolue et l'absence de compromis. On ne peut pas traiter avec le terrorisme.

- QUESTION.- Il y a le problème du colonel Kadhafi par exemple qui a déclaré à plusieurs reprises son soutien pour l'IRA en Irlande et les autorités françaises ont saisi une cargaison meurtrière d'armes au large de la Bretagne provenant semble-t-il de la Libye. Est-ce qu'il y a quelque chose que peut faire l'Irlande ou l'Europe en général devant cette réalité de la fourniture d'armes ?

- LE PRESIDENT.- C'est très difficile, on le voit bien. Mais il faut constamment s'efforcer de réduire ces trafics et la France a agi je crois correctement. Aujourd'hui, c'est l'affaire de la justice en France et je n'ai pas à intervenir dans le cours de la justice. Je crois qu'il y a cinq Irlandais qui sont inculpés. Ils sont donc soumis désormais à l'autorité judiciaire. C'est à elle de savoir ce qu'elle doit faire et si ces personnes sont reconnues coupables d'actes illicites et dangereux, ils en supporteront les conséquences. Je connais bien naturellement l'histoire de l'Europe. Les problèmes du terrorisme sont souvent difficiles car il y a dans plusieurs de nos pays des citoyens qui estiment que l'évolution historique ne leur a pas été favorable ou qu'ils sont condamnés à vivre dans des conditions d'infériorité ou d'inégalité économiques, sociales, politiques, religieuses. Je comprends bien cela, mais je ne crois pas que le terrorisme soit la réponse. On voit bien les drames humains que cela provoque. En revanche, il faut que les gouvernements aient beaucoup d'ouverture d'esprit pour comprendre les besoins qui s'expriment en refusant la méthode, c'est-à-dire la méthode terroriste.\

QUESTION.- Pour terminer cette interview monsieur le Président pour les jours à venir en France et vous demander quand exactement vous ferez part de vos intentions quant à la Présidence de la République française ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai déjà dit. Je m'exprimerai sur ce sujet au mois de mars mais si j'avais une annonce à faire, quelle que soit l'amitié que je porte au peuple irlandais, ce n'est pas à lui que je destinerai ce message.

-QUESTION.- Le processus de la prise de cette décision vous a-t-il été assez pénible ?

- LE PRESIDENT.- Non, non. Vous savez de dire oui ou dire non ce n'est pas très difficile, mais si vous le voulez bien on ne va pas insister sur ce point.

- Je voudrais profiter de cette occasion que vous me donnez, dont je vous remercie, de m'adresser aux Irlandais qui vont nous entendre et de leur dire que je vais chez eux avec beaucoup d'intérêt, d'amitié, de confiance et que je serai très honoré d'être reçu notamment par M. le Président de la République et de rencontrer les dirigeants de tous ordres de votre pays. C'est un peuple tellement intéressant dont la force est réelle, dont l'impact dans l'histoire est grand. Je connais déjà un peu l'Irlande mais pas assez. Il faudrait y retourner bien souvent pour pénétrer l'âme de ce peuple. Ce n'est pas un voyage officiel qui me le permettra beaucoup mais tout de même, si je peux marquer que mon pays est proche du vôtre, ce sera déjà une bonne chose.\